



Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social  
Protection Judiciaire de la Jeunesse  
Fédération Syndicale Unitaire

SECTION PARIS

**LE 5 DÉCEMBRE: TOUTES ET TOUS EN GRÈVE!**

**POUR NOS RETRAITES, NOS SALAIRES, LA DÉFENSE DU SERVICE PUBLIC,  
CONTRE LE MANAGEMENT AUTORITAIRE DE NOTRE DIRECTION TERRITORIALE  
ET L'ABROGATION DE L'ORDONNANCE DE 45 !**

*Le SNPES-PJJ-FSU Paris appelle l'ensemble des collègues à se mettre en grève le jeudi 5 décembre et à se retrouver en Assemblée Générale pour décider ensemble de la suite à donner à ce mouvement et se rendre toutes et tous à la manifestation !*

**Assemblée Générale Parisienne**

**JEUDI 5 DECEMBRE 2019 A 11H**

**A l'UEAJ Fontaine au Roi**

**25 rue de la Fontaine au Roi – 75011 Paris**



## SECTION PARIS

A Paris, le 12 novembre dernier, les professionnels de l'EPE de Salomon-de Caus étaient en grève pour que cesse la violence verbale et psychologique de leur directrice à leur rencontre. Cette grève est intervenue après que la DT soit restée sourde aux différents signaux d'alerte de souffrance au travail depuis 3 ans préférant multiplier des dispositifs d'accompagnement inefficaces et stigmatisants.

Cet été, les collègues de l'UEAT de Paris se sont mobilisés à travers une série de grèves les week-ends et ont obtenu : le retrait de deux procédures disciplinaires contre deux agents. Leur mouvement s'est maintenu pour l'amélioration significative de leurs conditions de travail et l'amélioration des conditions d'accueil des familles au Tribunal. Malgré des attaques au droit de grève, et une récente annonce d'une inspection, l'UEAT poursuit sa mobilisation.

**La mobilisation de ces deux services révèle le management autoritaire et disqualifiant de notre direction territoriale auquel elle entend tous nous soumettre. Nous devons en permanence justifier les raisons de nos demandes de moyens, de soutien, de relais, sans que nous obtenions satisfaction. Tenir coûte que coûte, donner de soi pour maintenir le collectif de jeunes et les missions éducatives, et malgré cela être méprisés au quotidien par sa direction mais aussi sa hiérarchie territoriale. C'est ce que vivent bon nombre d'équipes.**

Cette logique néolibérale de la "gestion des ressources humaines", antisociale, celle qui ignore la concertation et méprise le dialogue, nous la connaissons, elle sévit partout dans le monde, et aujourd'hui elle fait son retour en force à la PJJ. L'humain y est évincé au profit des préoccupations gestionnaires tant sur le plan des missions que sur le plan du traitement des fonctionnaires.

Par ailleurs, la philosophie de la mesure unique dite de "mise à l'épreuve éducative" dans le projet d'abrogation de l'ordonnance de 45, est une régression totale et autoritaire concernant le droit à l'éducation pour tous les mineurs. La mise en place de cette politique signifiera la mise à l'écart de la jeunesse en difficulté.

La maltraitance à venir des jeunes dont nous avons la charge ira de pair avec la maltraitance des personnels ! Ainsi, aux prochaines mutations en avril 2020, le projet de la direction de la PJJ est de ne plus prendre en compte le barème des points d'ancienneté pour le droit à mutation de ses fonctionnaires. Si nous les laissons faire, nous devons, pour demander notre mutation, nous présenter devant le RUE du service convoité avec lettre de motivation et CV. L'affectation se fera à la tête du postulant comme dans le privé !

Le droit des jeunes et des fonctionnaires est attaqué de façon concertée et inacceptable et tend à créer un malaise grandissant que nous pouvons combattre **collectivement** en arrêtant cette machine folle. Car ce que convoite, par-dessus tout, le néolibéralisme, c'est le gros gâteau de nos cotisations retraites. Il entend transformer de manière unilatérale un système de retraite garantie, indexé sur le coût de la vie, en un système de retraite indexé sur la valeur d'un point dont personne aujourd'hui au gouvernement ne s'avance à dire ni sa valeur, ni sa stabilité. Elle est là l'arnaque !

*Le 5 décembre, de nombreuses organisations syndicales appellent à la grève générale contre le projet de réforme des retraites. Mais les revendications sont multiples dans tous les secteurs. De plus en plus de secteurs, notamment l'éducation, souhaitent suivre le mouvement initié par les cheminots de la RATP et poursuivre cette grève dans les jours qui suivent pour faire plier le gouvernement.*

***Mobilisons-nous ! C'est Tous.Tes Ensemble que nous  
pourrons gagner !***